

**Union européenne - Précurseurs
d'explosifs: l'UE renforce les
contrôles - Communiqué de presse
du Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 12 décembre 2018)

L'UE devrait subordonner à des contrôles renforcés l'accès du grand public aux précurseurs d'explosifs. Réunis aujourd'hui au sein du Coreper, les ambassadeurs de l'UE se sont mis d'accord sur des règles plus strictes concernant la mise à disposition, l'introduction, la détention et l'utilisation de précurseurs d'explosifs dans l'ensemble de l'UE.

Les précurseurs d'explosifs sont des substances chimiques qui peuvent être utilisées à des fins légitimes, mais qui sont également susceptibles d'être utilisées d'une manière détournée pour la fabrication illicite d'explosifs artisanaux.

La nouvelle réglementation limitera la mise à la disposition du grand public des précurseurs d'explosifs et garantira la transmission d'informations appropriées concernant les transactions suspectes tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Le règlement proposé prévoit deux catégories distinctes de précurseurs d'explosifs:

- précurseurs d'explosifs "faisant l'objet de restrictions", qui ne peuvent être mis à la disposition du grand public, ni introduits, détenus ou utilisés par le grand public à des concentrations supérieures à certaines valeurs limites, et
- précurseurs d'explosifs "réglementés", pour lesquels des transactions suspectes devraient être signalées par les opérateurs économiques, y compris sur le marché en ligne.

Sous réserve des conditions fixées par le règlement, les Etats membres conservent la possibilité de maintenir un régime de licence, en vertu duquel certains précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions peuvent encore être mis à la disposition du grand public.

Sous réserve d'un contrôle exercé par la Commission, les Etats membres pourront également appliquer les règles relatives aux précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions à des substances chimiques qui ne relèvent pas couvertes du règlement.

La nouvelle réglementation impose également une série d'obligations en matière de formation et de sensibilisation

- aux opérateurs économiques qui fabriquent ou vendent des précurseurs d'explosifs
- et aux autorités nationales de contrôle

Le règlement est applicable deux ans après son entrée en vigueur.

Prochaines étapes

L'accord dégagé ouvre la voie à des négociations avec le Parlement européen en vue d'une adoption rapide du règlement.

Toile de fond

En vue d'empêcher la fabrication illicite d'explosifs, le règlement (UE) n° 98/2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs restreint la mise à la disposition du grand public de précurseurs d'explosifs sélectionnés, ainsi que leur introduction, détention et utilisation par le grand public et établit des règles de signalement des transactions suspectes.

Les restrictions et les contrôles existants se sont avérés insuffisants pour empêcher la fabrication illicite d'explosifs artisanaux. Par exemple, l'obligation d'enregistrer les transactions ne dissuade pas ou n'empêche pas les criminels d'acquérir des précurseurs d'explosifs. Enfin, le règlement n'est pas assez clair en ce qui concerne plusieurs des obligations qu'il impose, y compris celles qui visent à assurer la transmission des informations tout au long de la chaîne d'approvisionnement./.